

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 9 - Les incapacités - Le mineur

<b>I. Le principe de l'incapacité du mineur tempéré.....</b>	<b>2</b>
<b>A) Le mineur non émancipé.....</b>	<b>2</b>
1) Les éléments communs aux mineurs non émancipés.....	2
2) L'évolution de la capacité.....	4
a) L'infans .....	4
b) Le mineur capable de discernement.....	4
c) Le grand adolescent ou grand mineur .....	4
(i) Actes personnels.....	4
(ii) Actes patrimoniaux.....	5
<b>B) Le mineur émancipé.....</b>	<b>6</b>
1) Les conditions de l'émancipation .....	6
2) Effets de l'émancipation .....	6
<b>II. Les modes d'administration des biens du mineur .....</b>	<b>7</b>
<b>A) L'administration légale .....</b>	<b>7</b>
1) La gestion des biens par les administrateurs seuls .....	8
2) L'intervention du juge ou d'un tiers dans la gestion .....	9
3) Responsabilité et fin de la tutelle .....	10
<b>B) La tutelle .....</b>	<b>11</b>
1) Ouverture et fin de la tutelle.....	11
2) Les organes de la tutelle.....	11
a) Le conseil de famille .....	11
b) Le tuteur .....	12
c) Le subrogé tuteur et le juge des tutelles .....	13



**Définition :** L'incapacité est l'incapacité juridique qui empêche une personne d'acquiescer ou d'exercer un droit.

## I. Le principe de l'incapacité du mineur tempéré

Au fur et à mesure que le mineur non émancipé acquiert du discernement, il gagne de la capacité (A). Cela vient tempérer le principe de l'incapacité du mineur. De plus, ce principe est également tempéré par le régime attaché au mineur émancipé, qui lui, a quasiment la pleine capacité (B).

### A) Le mineur non émancipé

#### 1) Les éléments communs aux mineurs non émancipés

Le Code civil prévoit que « *L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes de la vie civile* » (**art. 388-1-1 C. civ.**). En principe, le mineur est donc frappé d'une incapacité d'exercice jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la majorité, dix-huit ans.



**Définition :** L'incapacité d'exercice est l'incapacité de la personne à exercer, elle-même ou seule, un droit dont elle est titulaire.

Cependant, le mineur a la capacité, suivant son âge, d'effectuer certains actes, car la loi ou l'usage l'autorise à agir lui-même (**art. 388-1-1 C. civ.**). L'« usage » fait référence aux actes de la vie courante.



**Exemple :** Le mineur peut faire des courses au supermarché, à la boulangerie, commander des livres scolaires, mais pour des montants raisonnables.

De plus, trois sortes d'actes, classés par ordre croissant de gravité, peuvent être effectués sur les biens.

- Premièrement, les **actes conservatoires** permettent de maintenir les biens en état.



**Exemple :** Le paiement des charges de copropriété d'un appartement.

- Deuxièmement, les **actes d'administration** correspondent aux actes de gestion courante.



**Exemple :** Des travaux d'amélioration utiles sur un bien immobilier.

- Troisièmement, les **actes de disposition** sont ceux qui modifient de façon importante la composition du patrimoine ou qui l'engagent dangereusement.



**Exemple :** La vente d'un bien immobilier.



**À retenir :** Le mineur est toujours représenté dans la gestion de ses biens pour effectuer les actes d'administration graves et les actes de disposition, et ce quel que soit son âge.

Il est représenté soit dans le cadre de l'administration légale, soit dans le cadre de la tutelle.

Le mineur, qu'il soit doué ou non de discernement, peut engager sa responsabilité civile extracontractuelle lorsqu'il cause un dommage à autrui (**art. 1242 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**). Son père et sa mère peuvent également être tenus pour responsables (**art. 1242 al. 4 C. civ.**).

## 2) L'évolution de la capacité

### a) L'infans



**Définition :** L'*infans* est le très jeune enfant, de moins de sept ans.

N'ayant pas de discernement, il ne peut pas accomplir d'actes juridiques.

### b) Le mineur capable de discernement

Des règles particulières lui sont applicables. Il n'y a pas d'âge déterminé pour établir que le mineur est capable de discernement. Il faut apprécier ce qu'il en est concrètement.

Le mineur capable de discernement a « *le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité* » (**art. 12 de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant**). Il peut être entendu par le juge dans toute procédure le concernant (**art. 388-1 C. civ.**).

### c) Le grand adolescent ou grand mineur

Il peut faire seul un certain nombre d'actes juridiques.

#### (i) Actes personnels

#### **Sans condition d'âge**

Lorsque le grand adolescent a un enfant et que la filiation de ce dernier est établie à son égard, lui seul a la « *qualité pour exercer l'action en recherche de maternité ou de paternité* » (**art. 328 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

Le mineur n'a pas besoin d'obtenir le consentement des titulaires de l'autorité parentale ou de son représentant légal pour la prescription, la délivrance ou l'administration de contraceptifs (**art. L. 5134-1 CSP**).

La femme mineure peut pratiquer une intervention volontaire de grossesse sans avoir obtenu l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou de son représentant légal (**art. L. 2217-7 CSP**).

Lorsque l'action de prévention, le dépistage, le diagnostic, le traitement ou l'intervention s'impose pour sauvegarder la santé d'une personne mineure et que celle-ci s'oppose expressément à la consultation des titulaires de l'autorité parentale afin de garder le secret sur son état de santé, le médecin ou la sage-femme peut se dispenser de recueillir leur consentement sur les décisions médicales à prendre (**art. L. 1111-5 CSP**).

### Sous condition d'âge

Dès 13 ans, le mineur doit consentir personnellement à son adoption, simple ou plénière (**art. 360 al. 4 et 345 al. 3 C. civ.**).

Dès 16 ans, il peut faire seul les demandes relatives à la nationalité française (**art. 17-3 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

### (ii) Actes patrimoniaux



**À retenir :** Le grand adolescent peut effectuer sur son patrimoine des actes conservatoires et des actes d'administration, mais ils encourent la lésion s'ils lui sont défavorables (**art. 1149 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

Dès 16 ans, le mineur peut :

- Disposer par testament de la moitié de ses biens (**art. 904 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).
- Être autorisé par ses administrateurs légaux à effectuer les actes d'administration nécessaires à la création et à la gestion d'une EURL ou d'une société unipersonnelle (**art. 388-1-2 C. civ.**).
- Être autorisé par ses administrateurs légaux à signer un contrat de travail.

## B) Le mineur émancipé



**Définition :** « L'émancipation est le procédé juridique permettant à un mineur de sortir de son état d'incapacité pour accéder à un état de capacité presque totale<sup>1</sup> ».

### 1) Les conditions de l'émancipation

L'émancipation se rencontre rarement. Elle se produit dans deux cas :

- « Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage » (**art. 413-1 C. civ.**). Cette hypothèse est très rare, car il faut obtenir une dispense pour se marier avant l'âge de 18 ans (**art. 145 C. civ.**).
- Le mineur de 16 ans peut être émancipé sur décision du juge aux affaires familiales, à la demande des père et mère ou de l'un d'eux (**art. 413-2 C. civ.**) ou à la demande du conseil de famille si les parents sont décédés (**art. 413-3 C. civ.**).



**Attention :** Depuis la loi de simplification du droit du 12 mai 2009, c'est le juge aux affaires familiales (JAF) et non plus le juge des tutelles qui est compétent. Le JAF « exerce les fonctions de juge des tutelles ».

L'émancipation a une seule cause de disparition : l'accès du mineur à la majorité.

### 2) Effets de l'émancipation



**À retenir :** Le mineur émancipé est capable de tous les actes de la vie civile, comme un majeur (**art. 413-6 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**). L'autorité parentale cesse.

<sup>1</sup> . Buffelan-Lanore et V. Larribau-Terneyre, *Droit civil, Introduction, Biens, Personnes, Familles*, Sirey, 21<sup>e</sup> éd., 2019, n° 1143

Les parents du mineur émancipé ne sont plus responsables de plein droit du dommage qu'il peut causer à autrui (**art. 413-7 C. civ.**).

Certains actes ne peuvent pas être accomplis par le mineur émancipé ou ne peuvent l'être qu'avec une autorisation.

- Il doit demander une dispense pour pouvoir se marier, comme n'importe quel mineur ;
- Il doit obtenir le consentement de ses parents pour se donner en adoption (**art. 413-6 al. 2 C. civ.**) ;
- Il ne peut être commerçant que sur autorisation du juge ou du président du tribunal judiciaire (**art. 413-8 C. civ.**). Il ne peut plus agir en lésion contre les actes défavorables ;
- Il n'a pas le droit de vote ;
- Il ne peut pas conclure de PACS (**art. 515-1 C. civ.**).

## II. Les modes d'administration des biens du mineur

### A) L'administration légale



**À retenir :** Elle correspond au mode normal d'administration des biens du mineur. Il est représenté dans le cadre de l'administration légale lorsque l'un au moins de ses parents est en vie et qu'il exerce l'autorité parentale.



**Définition :** L'autorité parentale est définie comme « *un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant* » (**art. 371-1 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

Avant **2015**, il existait :

- L'administration légale pure et simple. Elle correspondait au cas dans lequel les deux parents exerçaient l'autorité parentale.
- L'administration légale sous contrôle judiciaire. Elle concernait, d'une part, le cas où l'un des deux parents était décédé et, d'autre part, celui où la filiation n'était établie qu'à l'égard d'un seul parent. Le juge des tutelles exerçait un certain contrôle sur l'administration des biens par l'unique parent.

À présent, il n'y a plus qu'une seule administration légale.

### *1) La gestion des biens par les administrateurs seuls*

Mis à part les actes autorisés au mineur par la loi ou l'usage, l'administrateur légal le représente dans tous les actes de la vie civile » (**art. 388-1-1 C. civ.**).



**À retenir :** L'administration légale couvre donc quasiment tous les biens du mineur et tous les actes qui peuvent être effectués sur ceux-ci. L'administrateur effectue tous les actes d'administration et de disposition en son nom et pour son compte.

Les administrateurs légaux peuvent autoriser le mineur de 16 ans à effectuer les actes d'administration nécessaires à la création et à la gestion d'une EURL ou d'une société unipersonnelle. En revanche, les actes de disposition ne peuvent être effectués que par les administrateurs légaux (**art. 388-1-2 C. civ.**).

Concernant les pouvoirs des administrateurs légaux vis-à-vis des tiers, chacun d'eux a le pouvoir d'accomplir seul les actes d'administration. Néanmoins il faudra le consentement des deux administrateurs pour effectuer un acte de disposition.



Certains actes sont purement et simplement interdits à l'administrateur légal (**art. 387-2 C. civ.**), car ils sont particulièrement graves :

- Aliéner gratuitement des biens ou droits du mineur ;
- Acquérir d'un tiers un droit ou une créance contre le mineur ;
- Exercer le commerce ou une profession libérale au nom du mineur ;
- Transférer dans un patrimoine fiduciaire les biens ou les droits du mineur.



**À retenir :** Les administrateurs légaux bénéficient de la jouissance légale (**art. 386-1 C. civ.**).

Les parents ont le droit de percevoir et d'utiliser tous les revenus produits par les biens du mineur. L'idée est que ces sommes les aident à faire face aux dépenses engagées pour lui. Seuls de rares biens échappent à la jouissance légale (**art. 386-4 C. civ.**). Celle-ci cesse lorsque le mineur atteint 16 ans (**art. 386-2 C. civ.**)

## 2) L'intervention du juge ou d'un tiers dans la gestion

Le juge des tutelles est saisi :

- Pour autoriser l'acte lorsqu'il existe un désaccord entre les administrateurs légaux (**art. 387 C. civ.**).
- Pour autoriser la vente de gré à gré ou l'apport en société d'un immeuble ou d'un fonds de commerce, pour contracter un emprunt, accepter purement et simplement une succession, acheter les biens du mineur, les prendre à bail ou encore pour constituer gratuitement une sûreté au nom du mineur pour garantir la dette d'un tiers (**art. 387-1 C. civ.**).



**À retenir :** Certains actes graves nécessitent ainsi une autorisation du juge des tutelles.

En outre, à l'occasion du contrôle des actes énumérés ci-dessus ou lorsqu'il est saisi par les parents, l'un d'eux, le ministère public ou par un tiers, le juge peut décider

qu'un acte ou une série d'actes de disposition seront soumis à son autorisation préalable (**art. 387-3 C. civ.**).

À titre d'exception, un tiers peut être chargé de l'administration de certains biens. Il en est ainsi :

- Lorsqu'il existe une opposition d'intérêts entre l'enfant et ses administrateurs légaux. Le juge des tutelles nomme alors un administrateur *ad hoc* (**art. 388-2 C. civ.**)
- Lorsque des biens ont été donnés ou légués au mineur à la condition qu'ils soient administrés par un tiers (**art. 2384 C. civ.**).

### 3) Responsabilité et fin de la tutelle



**À retenir :** Les administrateurs légaux sont tenus « *d'apporter dans la gestion des biens du mineur des soins prudents, diligents et avisés, dans le seul intérêt du mineur* » (**art. 384 C. civ.**).

Ils sont responsables de tout dommage résultant d'une faute commise dans la gestion. L'État est également responsable des dommages susceptibles d'être occasionnés par le juge des tutelles dans l'exercice de ses fonctions (**art. 386 C. civ.**).

L'administration légale prend fin à :

- La majorité de l'enfant,
- Son émancipation,
- Son mariage,
- Son décès,
- Son remplacement par la tutelle, soit au décès des parents ou du parent unique, soit pour une cause grave, par décision du juge des tutelles (**art. 391 C. civ.**).

## B) La tutelle

### 1) Ouverture et fin de la tutelle



**À retenir :** La tutelle intervient lorsque :

- Les deux parents sont décédés,
- Il n'existe plus de détenteur de l'autorité parentale,
- Le juge a décidé de mettre fin à l'administration légale pour une cause grave.

Il est mis fin à la tutelle :

- Par substitution de l'administration légale lorsque l'un des deux parents a reconnu l'enfant (**art. 392 C. civ.**),
- Par l'émancipation du mineur,
- À sa majorité,
- En cas de décès (**art. 393 C. civ.**).

### 2) Les organes de la tutelle

#### a) Le conseil de famille



**À retenir :** C'est l'organe de décision de la tutelle.

Il est composé et présidé par le juge des tutelles. Il doit être composé d'au moins quatre personnes choisies « *en considération de l'intérêt du mineur et en fonction de leur aptitude, des relations habituelles qu'[elles] entretenaient avec le père ou la mère de celui-ci, des liens affectifs qu'[elles] ont avec lui ainsi que de la disponibilité qu'ils présentent* » (**art. 399 C. civ.**).

## b) Le tuteur



**À retenir :** Il s'agit de l'organe d'exécution de la tutelle.

- Il peut avoir été désigné par le père ou la mère par testament (**art. 403 C. civ.**).
- À défaut de désignation testamentaire ou si l'intérêt de l'enfant commande de l'écarter, un tuteur datif est désigné par le conseil de famille (**art. 404 C. civ.**).
- Lorsque personne n'a accepté la tutelle, elle reste vacante : le juge des tutelles la défère alors à la collectivité publique compétente en matière d'aide sociale à l'enfance (**art. 411 C. civ.**).

Le tuteur exerce sa mission gratuitement et ne bénéficie pas de la jouissance légale sur les biens du mineur. Le conseil de famille peut cependant lui allouer une indemnité lorsque ceux-ci sont importants. Le tuteur est nommé pour toute la durée de la tutelle.

**Le tuteur peut accomplir seul les actes que l'administrateur légal peut faire seul :** les actes conservatoires et les actes d'administration (**art. 504 C. civ.**).

La gestion des revenus du mineur par le tuteur est assez encadrée afin de protéger ce mineur (**art. 501 C. civ.**).



**À retenir :** Certains actes graves doivent être autorisés par le conseil de famille ou par le juge. Il s'agit notamment :

- Des actes de disposition sur les biens du mineur (**art. 505 C. civ.**),
- De l'acceptation pure et simple d'une succession échue au mineur,
- e la renonciation à une succession (**art. 507-1 C. civ.**).

**D'autres actes sont interdits** au tuteur, même avec une autorisation (**art. 509 C. civ.**). Il s'agit à peu de choses près des mêmes interdictions que celles qui sont faites à l'administrateur légal (cf. ci-dessus, **art. 387-2 C. civ.**).

c) Le subrogé tuteur et le juge des tutelles



À retenir : Ce sont des organes de contrôle de la tutelle.

**Le subrogé tuteur** est un organe obligatoire. Il a pour mission de surveiller le tuteur et il peut le remplacer si besoin.

**Le juge des tutelles** a un rôle de surveillance à l'égard du tuteur et des autres organes.

Lorsque les organes de la tutelle commettent une faute dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont responsables du dommage qui en résulte (**art. 412 C. civ.**).